



## L'adhésion à l'Union européenne

# Un processus long et complexe, qui requiert l'accord des Vingt-Sept

VÉRONIQUE LAMQUIN

Que répondre à Volodymyr Zelensky, quand il sollicite une adhésion « immédiate » de l'Ukraine à l'Union européenne ? « Il est important de rassurer les Ukrainiens. Il faut leur donner un signal clair : vous êtes des nôtres, nous vous voulons parmi nous, à la table européenne, dès que possible », insiste Maros Sefcovic. Mais le vice-président de la Commission revient aussitôt sur la ligne tenue, ces derniers jours : « La priorité, c'est d'aider l'Ukraine dans son combat contre l'ennemi et lui offrir toute l'assistance possible. »

Ce vendredi, à Arles, au Conseil informel des ministres des Affaires européennes, un tour de table n'a pas permis de dégager une formulation acceptable pour les Vingt-Sept. « Il faut avoir un regard neuf, avec différentes options, qui vont du partenariat à la candidature », a résumé Clément Beaune, le secrétaire d'Etat français, hôte de la réunion. La question est donc renvoyée au Sommet informel de la semaine prochaine. « Il y aura a priori une réponse formelle à Versailles, tout le monde comprend bien qu'il faut dire quelque chose à Zelensky », assure cette source diplomatique. Quid de la Géorgie et de la Moldavie, qui ont, elles aussi, exprimé officiellement leur souhait d'adhérer à l'Union européenne ? « Nous sommes aussi en contact avec ces deux pays, c'est tout un environnement qu'il ne faut pas isoler, assure Clément Beaune. Par rapport à la perspective européenne qu'on donne, les pays du voisinage sont aussi concernés. »

### Patience dans l'antichambre ?

En coulisses, un diplomate confirme : « Les avis divergent, certains Etats membres sont plus enclins, d'autres freinent et rappellent qu'il y a des règles. » Cette semaine, huit pays (les trois Etats baltes, la Bulgarie, la République tchèque, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie) se sont fendus d'un cour-

rier par lequel ils se disaient « fermement convaincus que l'Ukraine mérite de recevoir une perspective d'adhésion immédiate ». « Quatre autres ont apporté leur soutien : la Croatie, la Hongrie, la Roumanie et la Suède », précise une source diplomatique. Une question de point de vue... « A l'Est, l'élargissement est vu comme une manière de stabiliser les pays voisins. A l'Ouest, on voit ça plutôt comme une manière d'intégrer une famille, une communauté de valeurs, ce qui nécessite d'importantes réformes », résume cette voix européenne.

Par-delà la réponse au président ukrainien, c'est la question de l'élargissement « qui va revenir à l'agenda européen », assure l'un. Prolongeant : « Il faudra faire attention aux autres candidats à l'adhésion, les intégrer dans la réflexion. » Ces « autres », ce sont des pays qui patientent parfois depuis près de vingt ans dans l'antichambre et ne sont pas près de la quitter (la Turquie). L'adhésion au club relève d'une procédure balisée en ses points de départ et d'arrivée. L'article 49 du Traité sur l'Union européenne stipule en effet que « tout Etat européen qui respecte les valeurs visées à l'article 2 – respect de la dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, Etat de droit, respect des droits de l'homme – et s'engage à les promouvoir peut demander à devenir membre de l'Union ». En clair, il faut que ce soit un Etat fréquentable.

### Un processus long et complexe

« C'est la première étape : il faut manifester son souhait, comme vient de le faire l'Ukraine », explique Marianne Dony, présidente du Centre de droit européen (ULB). Le Conseil doit se prononcer à l'unanimité sur cette demande, après avoir consulté la Commission et après approbation du Parlement européen. L'Etat est alors officiellement candidat. L'octroi de ce statut peut aller très vite, estime Marianne Dony. Mais, en pratique, l'unanimité requise au Conseil rend l'idée illusoire... « En

2002, le Conseil européen a par ailleurs défini des critères d'adhésion, dits de Copenhague, qui établissent un certain nombre de conditions d'ordre politique et économique, comme des institutions stables ou une économie de marché viable. »

Pour l'heure, cinq Etats ont déjà vu leur candidature acceptée. Trois d'entre eux – la Turquie, la Serbie et le Monténégro – ont reçu le feu vert pour passer à la deuxième étape, le lancement des négociations d'adhésion. Mais les discussions n'avancent guère avec les deux pays des Balkans occidentaux. Avec la Turquie, elles sont au point mort. Deux autres pays candidats (l'Albanie et la Macédoine du Nord) attendent toujours, barrés par l'un ou l'autre Etat membre. Enfin, la Bosnie et le Kosovo n'ont pas obtenu le statut officiel de candidat, qu'ils ont sollicité en 2016. « Depuis plusieurs années, on observe une très grande frilosité à continuer ce processus », analyse Marianne Dony.

Les négociations à proprement dites, si elles font l'objet d'un mandat de la Commission approuvé par le Conseil, « n'ont pas vraiment de mode d'emploi », souligne la professeure honoraire. « C'est un processus codifié par la pratique, chaque dossier est examiné sur la base des mérites propres du candidat. » A charge pour l'Etat de satisfaire, entre autres, à des critères économiques, et à s'aligner sur l'acquis communautaire (la libre circulation des personnes, des marchandises, des capitaux, etc., en tout six gros « groupes » à négocier). « Reste enfin à rédiger un acte d'adhésion, que tous les Etats membres, ainsi que le nouveau venu doivent ratifier. » Bref, un processus complexe et long, qui a pris quatre ans pour la Finlande mais près de neuf ans pour les Etats baltes. Sans compter que l'Ukraine est, pour l'heure, un pays en guerre...

## La Russie veut suspendre ses exportations d'engrais

Le ministère russe de l'Industrie a recommandé vendredi aux producteurs d'engrais russes de suspendre temporairement leurs exportations, évoquant le « sabotage » d'entreprises étrangères entravant le transport de ce produit, dont le pays est l'un des principaux producteurs. Cette recommandation est faite « jusqu'à ce que les transporteurs reprennent le travail régulier et fournissent des garanties pour la mise en œuvre intégrale des livraisons à l'exportation d'engrais russes ». La Russie est l'un des principaux producteurs d'engrais du monde. L'Europe et le Brésil sont notamment très dépendants des engrais russes. AFP.

## Le régulateur russe ordonne le blocage de Facebook dans le pays

Le régulateur russe de l'internet, Roskomnadzor, a ordonné vendredi le blocage de Facebook dans le pays, accusant le réseau social de « discriminer » des médias russes alors que la guerre en Ukraine entre dans sa deuxième semaine. Les journalistes de l'AFP en Russie ont pu constater que le réseau social ne fonctionnait plus sans VPN. Roskomnadzor a justifié sa décision en accusant Facebook, propriété de l'américain Meta, de « discrimination » envers des médias russes tels que la télévision du ministère de la Défense Zvezda, l'agence de presse Ria Novosti, la chaîne internationale RT ou les sites Lenta.ru et Gazeta.ru. Moscou avait déjà annoncé il y a une semaine « limiter l'accès » et « ra-

lentir » le fonctionnement de Facebook, qui avait restreint les fonctionnalités des comptes des médias russes en question. Selon le régulateur russe, ces restrictions « violent les principes clés de la libre diffusion de l'information et de l'accès sans entrave des utilisateurs russes aux médias russes sur les plateformes internet étrangères ». Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par Moscou le 24 février, les autorités russes ont renforcé leurs pressions contre les derniers médias indépendants et sur les grands réseaux sociaux. Les députés russes ont ainsi introduit vendredi une loi sanctionnant de lourdes peines ceux qui diffusent des « informations mensongères sur l'armée ». AFP



© AFP

20006140

## Antiquités & Spiritueux

ACHAT FOURRURE  
www.antiquites-spiritueux.com

FOURRURES | ART ASIATIQUE | MONTRES DE MARQUES | MOBILIERS ANCIENS | PENDULES | BIJOUX | PIÈCES DE MONNAIE | OR | ARGENT | ARGENTERIE | COUVERTS | SPIRITUEUX, ETC.

Julien LANDRAIN  
0489/772 303 | julienlandrain92@gmail.com